Jean-Guy LACROIX et Jacques MASCOTTO

Sociologues, département de sociologie, UQÀM.

(2000)

“La pensée molle de Touraine et Giddens”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la bibliothèque numérique: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean-Guy LACROIX et Jacques Mascotto
[sociologues, département de sociologie, UQÀM.]

“La pensée molle de Touraine et Giddens”.

Un article publié dans la revue **Possibles**, vol. 24, no 2-3, printemps-été 2000, pp. 27-49.

M Jean-Guy Lacroix, sociologue, professeur-chercheur à l’UQÀM et codirecteur du [GRICIS](#), nous a accordé le 19 juillet 2005 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses oeuvres.

Courriels : lacroix.jean-guy@uqam.ca
mascotto.jacques@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique réalisée le 22 septembre 2006 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Jean-Guy Lacroix et Jacques Mascotto,
sociologues, UQÀM (2000)

“La pensée molle de Touraine et Giddens”

Un article publié dans la revue **Possibles**, vol. 24, no 2-3, printemps-été 2000, pp. 27-49.

Table des matières

[Introduction](#)

[La légitimation de la « troisième voie »](#)

[Une conception moite de la transition](#)

[La troisième voie et les mouvements sociaux](#)

[La domination totalitaire du capital](#)

[Un nouvel acteur : le sujet global](#)

[Une alternative à la pensée molle : la critique radicale](#)

Jean-Guy LACROIX et Jacques MASCOTTO, sociologues

"La pensée molle de Touraine et Giddens".

Un article publié dans la revue **Possibles**, vol. 24, no 2-3, printemps-été 2000, pp. 27-49.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

L'objectif de ce court article est triple. Il vise d'abord à montrer que la position politique d'Alain Touraine et d'Anthony Giddens, la troisième voie au-delà de la gauche et de la droite, prend appui sur une vision fautive de l'actuelle transition entre la modernité et une autre ère, qu'on n'a pas encore réussi à qualifier adéquatement en sciences sociales et que nous nommons « conscientivité »¹. Il veut également indiquer en quoi cette position tient d'une pensée molle au sujet de l'action sociale « nécessaire » dans un tel contexte, laquelle pensée molle ne peut conduire qu'à l'aliénation du sujet et de la société civile et entraîner de lourdes conséquences pour le devenir de la société. Finalement, il plaide pour une critique radicale de la troisième voie et pour l'élaboration d'une pensée capable de freiner l'appétit sans limite du Capital.

¹ J.-G. Lacroix et J. Mascotto, « La terre en partage. L'OMC contre la société », conférence dans le cadre de la Semaine d'activités sur la mondialisation et le rôle de l'OMC, 1er décembre 1999 ; J.-G. Lacroix, « Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la "conscientivité" », *Cahiers de recherche sociologique*, no 30, 1998, pp. 79-146.

La légitimation de la « troisième voie »

[Retour à la table des matières](#)

Alain Touraine a tracé à la sociologie une vocation d'intervention organisée autour des mouvements sociaux et du sujet. Sa pensée s'est développée en trois étapes principales depuis 1965 jusqu'à maintenant. De 1965 à 1968, il élabore son approche de la dynamique sociale, l'actionnisme, surtout dans son ouvrage intitulé *Sociologie de l'action* ². Puis de 1969 au début des années quatre-vingt, il s'intéresse avec plus d'acuité aux mouvements sociaux, qu'il conçoit comme l'acteur se substituant à la classe ouvrière à titre d'opposant au pouvoir, surtout dans le passage à la société postindustrielle, qu'il nomme aussi programmée. Cette seconde période s'achève et la troisième s'ouvre avec la publication du livre *Le Retour de l'acteur* ³. Cette dernière période, encore en cours, s'avère nettement politique et comprend trois ouvrages : *Critique de la modernité*, *Qu'est-ce que la démocratie ?* et *Pourrons-nous vivre ensemble ?* ⁴

Depuis quelques années, et particulièrement dans ces derniers ouvrages, Touraine s'attaque à la pensée et aux positions politiques qu'il qualifie péjorativement de « radicales », c'est-à-dire aux « fonctionnalistes conservateurs ou d'inspiration marxiste [...] », pratiquant « [...] la double négation de l'action collective [...] ». Il leur reproche de réduire le choix des politiques entre « [...] le libéralisme sauvage et le social-étatisme » ⁵. Selon lui, autant du côté de la droite partisane de l'économie globalisée et de la mondialisation que dans la gauche affirmant que la société est globalement dominée, on parvient « [...] à la même conclusion : les acteurs disparaissent, l'ordre règne, qu'il soit

² Paris, Seuil, 1965.

³ Paris, Fayard, 1994.

⁴ Respectivement 1992, 1994 et 1997 et tous dans la coll. Biblio essai de Fayard.

⁵ « Préface à la nouvelle édition », *Le Retour de l'acteur* (1984), Paris, Fayard, coll. Biblio essai, 1997, pp. 9 et 11.

jugé bon ou détestable [...] » ⁶. Notons que ce n'est que pour autant que l'on accepte cet *amalgame gauche-droite*, nettement abusif disons-le tout de suite, que la tentative de délégitimisation des oppositions à laquelle il se livre, surtout celles de gauche, a une quelconque chance d'être vue comme pertinente. De fait, son analyse et sa position politique ne contribuent qu'à légitimer la troisième voie à laquelle il participe lui-même, comme l'indiquent ses rapports avec le parti socialiste français et la gouvernance en France.

De son côté, Anthony Giddens, sociologue anglais de l'université Cambridge (Grande-Bretagne), a tenté un vaste essai de synthèse théorique qui débouche sur une théorie de la structuration des systèmes sociaux et de la modernité. Sa pensée s'est développée, de la fin des années soixante à aujourd'hui, également en trois étapes. La première commence au moment où à entame son enseignement de la sociologie à Cambridge, en 1969, et se termine, en 1981, avec la publication de *A Contemporary Critique of Historical Materialism* ⁷. Cette période est marquée par une certaine prise de distance à l'endroit de l'approche de la réalité contemporaine à partir des conflits sociaux, particulièrement à partir des luttes de classes. Par contre, la seconde période, de 1982 à 1989, se caractérise par l'élaboration de sa théorie de la structuration sociale, particulièrement dans *The Constitution of Society* ⁸, et l'affirmation d'une vision des rapports de classes organisée autour de l'idée de compromis. En effet, il soutient, dans *The Nation-State and Violence* ⁹, que le capitalisme industriel actuel ne repose plus sur des rapports de classes violents et exacerbés parce que, selon lui, la production nécessite des relations dédiées et continues entre les groupes des principales classes (p. 160). À terme, cela allait le conduire durant la troisième période (de 1990 à aujourd'hui), dans *Beyond Left and Right* ¹⁰ et *The Third Way* ¹¹, à la thèse de la nécessi-

⁶ *Ibid.*, p. 9.

⁷ Vol. 1, London/Berkeley, Macmillan/University of California Press, 1981.

⁸ Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1984 ; trad. française, *La Constitution de la société*, Paris, PUF, 1987.

⁹ Cambridge, Polity Press, 1985.

¹⁰ Cambridge, Polity Press, 1994.

¹¹ Polity Press, Londres, 1998.

té d'une troisième voie s'inscrivant non pas entre mais au-delà de la gauche et de la droite.

Pour Giddens, ce n'est que dans cette troisième voie que peut résider la vraie politique radicale (1994, pp. 246-253). En effet, en conclusion de l'ouvrage caractérisant clairement sa position politique récente, *Beyond Left and Right*, Giddens, après s'être demandé si le radicalisme avait toujours un rapport pertinent avec la division orthodoxe gauche-droite (p. 250), affirme : « Thinking radically is not necessarily thinking "progressively" and is not necessarily associated with being in the "vanguard" of change » (p. 250). Puis, après avoir affirmé que la différenciation entre la gauche et la droite va continuer d'exister dans le contexte des partis politiques, il se demande : « But does the distinction between left and right retain any core meaning when taken out of the mundane environment of orthodox politics ? » (p. 251) Et sa réponse est très révélatrice de sa position politique réelle : « It does, but only on a very general plane » (p. 251), ce qui veut dire, dans le cadre général de cet ouvrage, que le vrai radicalisme n'est pas de ce double côté, gauche-droite, encore moins à gauche, comme on le verra plus loin, mais du côté de l'« utopisme réaliste », la troisième voie, qu'il définit ainsi :

Seen in a comprehensive way, a framework of radical politics is developed in terms of an outlook of utopian realism and in relation to the four overarching dimensions of modernity. *Combating* poverty, absolute or relative ; *redressing* the degradation of the environment ; *contesting* arbitrary power ; *reducing* * the role of force and violence in social life-these are the orienting contexts of utopian realism. (p. 246)

Pour Giddens, il faut situer la troisième voie dans le cadre de la modernité, il n'y a donc pas de rupture avec celle-ci et il faut restreindre l'expression du sujet à une position défensive et à la poursuite de la résistance qu'il pratique déjà (voir les italiques du dernier extrait cité). Il s'agit d'une position marquée du sceau du pragmatisme qui propose d'évaluer la légitimité-validité de ce qu'on propose ou de ce qui est fait en fonction de ce qui peut être fait « réalistement » et non

* Les passages en italique dans cet extrait, comme ce sera le cas des italiques et des points d'exclamation mis entre crochets dans les citations suivantes, sauf précision contraire, sont des auteurs de cet article (J.-G. L. et J. M.).

en fonction des principes et des valeurs fondant le désir du sujet et légitimant éthiquement ce désir et l'action sociale. On verra plus loin qu'une telle conception est diamétralement opposée au contenu de l'actuelle transition et aux intérêts du sujet en voie de constitution.

Ainsi, à l'instar de Touraine, Giddens s'attaque aux pensées qu'il dit faussement radicales, surtout celles de « gauche », en associant gauche et droite pour mieux légitimer la position politique de la troisième voie à laquelle lui aussi participe, comme le signalent les rapports qu'il entretient avec le parti travailliste d'Angleterre. Ce dernier, tout récemment, a proclamé l'inutilité de se référer à la lutte de classes, vu son caractère dépassé. On sait que Giddens est conseiller de Tony Blair, l'actuel premier ministre de Grande-Bretagne et chef du parti travailliste.

À notre avis, ces positions politiques relèvent d'une conception considérant la situation actuelle comme une transition s'opérant dans le prolongement de la modernité, donc de tout ce qui la constitue, y compris le capitalisme, dans lequel doit nécessairement s'inscrire l'action du sujet. Or, en y regardant de plus près, et surtout en refusant de porter les oeillères qu'impose la participation à l'actuelle gouvernance, on s'aperçoit que cette transition est tout autre et qu'elle renferme une tout autre signification.

Une conception moite de la transition

[Retour à la table des matières](#)

Pour Giddens, les transformations actuelles ne font qu'approfondir les tendances déjà présentes dans les sociétés modernes ; aussi la transition actuelle n'est-elle que la conséquence de la dynamique propre à la modernité. Cependant, cette transition ne signifie pas pour autant la fin de cette dernière, elle marque au contraire l'entrée dans une phase nouvelle où des pratiques issues de la modernité prennent une signification inédite. Aussi, Giddens soutient-il que nous sommes passés à une phase de radicalisation de la modernité : « We have not moved beyond modernity but are living precisely through a phase of its radi-

calisation) » ¹². En introduction a *The Consequences of Modernity*, il sera encore plus explicite :

Rather than entering a period of post-modernity, we are moving into one in which the consequences of modernity are becoming more radicalised and universalized than before. Beyond modernity, I shall claim, we can perceive the contours of a new and different Order, which is « post-modern » ; but this is quite distinct from what is at the moment called by many « post-modernity ». (p. 3)

Si pour Giddens la transition n'implique pas de rupture radicale d'avec la modernité, c'est que nous pénétrons dans une ère postmoderne et que certaines composantes de la praxis sociale actuelle concrétisent déjà cette dernière. Dans *Beyond Left and Right*, il en identifie quatre, dont deux sont particulièrement significatives de sa position : la prolifération des mouvements sociaux et la fin de l'ère des grandes entreprises inaugurée par la décentralisation des unités de production (1994, p. 120 à122). Donc, si on comprend bien Giddens, on passerait de la modernité à l'ère postmoderne sans rupture avec les composantes structurelles de la modernité. Et, compte tenu que l'opposition au pouvoir, avec la prolifération des mouvements sociaux, augure de la nouvelle ère, et que la « fin des grandes entreprises » annonce la fin de l'ancienne ère de la modernité capitaliste, il devient tout à fait inutile, inapproprié, impertinent, voire illégitime, de poursuivre l'attaque contre le pouvoir capitaliste, puisque ce dernier est sensé, selon lui, ne plus avoir la même signification historique et, donc, politique.

Aussi n'est-il pas étonnant de constater que pour Giddens le capitalisme n'est plus « l'ennemi principal ».

[...] it is important to ask how far the framework of radical politics portrayed here continues the long-established animosity of the left towards capitalistic enterprise. What should be salvaged from socialist critiques of capitalism and what discarded ? (1994, p. 247)

¹² *The Consequences of Modernity*, Stanford (Cal.), Stanford University Press, 1990, pp. 51 et 150.

Et, un peu plus loin dans le même ouvrage, il récidive au sujet du néolibéralisme. Après s'être demandé si la distinction entre la gauche et la droite a encore un sens et avoir répondu que oui, mais seulement sur un plan très général, il avance l'argument suivant :

Virtually no conservatives now defend inequality and hierarchy in the manner of Old Conservatism. *The neoliberals accept the importance of inequality* and up to a point view it as a motivating principle of economic efficiency. *But this position is based primarily on a theory of the necessary flexibility of labour markets, not a justification of inequality per se.* (p. 251)

Et Giddens d'ajouter : « Moreover, the neoliberals have actively attacked traditional forms of privilege more than latterday socialists have done [...] » (p. 252), après avoir déjà affirmé d'entrée de jeu dans cet ouvrage que :

[...] conservatism means anything, it means the desire to conserve [...]. Neoliberalism is not conservative in this (quite elemental) sense. On the contrary, it sets in play radical processes of change, stimulated by the incessant expansion of markets. As noted earher, the right here has turned radical, while the left seeks mainly to conserve-trying to protect, for example, what remains of the welfare state. (1994, p. 9)

Bref, si on lit bien Giddens, ce n'est pas le capitalisme, y compris dans sa forme exacerbée, néolibérale, qui fait le plus problème, c'est le socialisme, la gauche, c'est ceux qui veulent conserver l'État du bien-être (du *welfare*). Mais alors, à quoi servent vraiment la résistance des mouvements sociaux (*combating, redressing, constesting, reducing*) et leur action défensive découlant de cette politique d'utopisme réaliste qu'il préconise ? Se pourrait-il que sa fonction soit d'illusionner les acteurs sociaux sur leur position réelle dans la dynamique des rapports sociaux et, donc, sur la cause des problèmes qui les assaillent ?

Pour sa part, Touraine, dans *Critique de la modernité*, encourage à redéfinir la modernité (1992, p. 227) et soutient que nous entrons dans une ère de pleine modernité, dans l'ère d'une « modernité plus complète qui a rompu toutes les amarres qui la retenaient encore au rivage de l'ordre naturel, divin ou historique, des choses » (p. 466). Cette « pleine modernité » proviendrait, à l'instar de ce qu'affirme Giddens,

du dépassement sans rupture de la modernité. Aussi, comme le fait son ami anglais, Touraine soutient-il qu'il n'est plus nécessaire de renverser un pouvoir qui n'en est plus un. « Il ne s'agit plus de renverser un pouvoir absolu ou de contrebalancer le pouvoir capitaliste » (p. 29). Et, quelques lignes plus loin, il ajoute :

Car le pouvoir n'est plus celui du prince qui impose ses décisions arbitraires ; ni même celui du capitaliste qui exploite le salarié ; il est celui de l'innovateur stratège ou du financier qui conquièrent un marché plutôt qu'ils ne gouvernent ou administrent un territoire. (p. 30)

Dans un contexte conçu de cette façon, la « vieille » opposition entre la gauche et la droite devient obsolète. « C'est pour dépasser l'opposition insupportable entre ceux qui ne veulent que l'unité [lire des historicistes comme le sont les radicaux de gauche] et ceux qui ne cherchent que la diversité [lire les partisans de droite de la mondialisation] [...] que s'est formée une troisième réponse [...] » (1997, p. 21). Cette réponse, c'est pour Touraine celle de la troisième voie, c'est celle des mouvements sociaux et du sujet. Or, qu'entend Touraine par mouvements sociaux et par sujet dans le contexte de l'actuelle transition ?

La troisième voie et les mouvements sociaux

[Retour à la table des matières](#)

Touraine inscrit l'action des mouvements sociaux dans le cadre d'une démocratie nécessairement représentative (1994, p. 48 ; 1990, p. 321). Pour lui, la démocratie ne peut d'ailleurs qu'être représentative (1990, p. 422), libérale, comme on le verra plus loin, ce qui étonnamment l'amène sur des positions très voisines de celles de Talcott Parsons ¹³ et de Fukuyama ¹⁴ au sujet du caractère supérieur et indépassable de la démocratie dite libérale.

¹³ T. Parsons, *Societies*, Englewood Cliffs (NJ.), Prentice-Hall, 1966 ; *The System of Modern Societies*, Englewood Cliffs (NJ.), Prentice-Hall, 1971.

¹⁴ *La Fin de l'histoire*, Paris, Flammarion, 1992.

Par ailleurs, cette représentativité « suppose aussi que les demandes sociales se veuillent elles-mêmes "représentables", c'est-à-dire *qu'elles acceptent les règles du jeu politique* [...] ». (p. 98) Rien d'étonnant alors à ce que cette notion, compte tenu des ambitions politiques de la troisième voie, soit nécessairement liée, pour Touraine, au nécessaire rejet du concept de lutte de classes, parce qu'on le dit périmé et dangereux. On passerait ainsi des classes aux mouvements sociaux (1990, p. 307-312).

La notion de mouvement social apparaît plus clairement encore fiée à la démocratie et à la défense de droits humains fondamentaux *quand on l'oppose à celle de lutte de classes*. Celle-ci a été chargée de références à une *nécessité historique*, à un triomphe de la raison dont le soulèvement populaire contre la domination irrationnelle autant qu'injuste devait être l'agent. *Ce qui a conduit plus directement à l'action révolutionnaire qu'à des institutions démocratiques*. Le remplacement de cette notion par celle de mouvement social annonce [...] [qu'] *un mouvement social repose toujours sur la libération d'un acteur social et non pas sur la création d'une société idéale* [...]. (1994, pp. 100-101)

Si on comprend bien Touraine, on doit rejeter l'opposition de classes parce que la lutte révolutionnaire organisée autour d'idéaux sociaux et sociétaux n'a pas donné d'institutions démocratiques. Mais, Touraine va encore plus loin. Selon lui, on peut « [...] se demander [...] si les idées et les forces politiques qui en appellent au peuple sont toujours démocratiques. » Et illico, il répond. « Question qui appelle, nous le savons, une réponse négative. C'est au nom de la gauche, du peuple, de la classe ouvrière et de la démocratie elle-même que bien souvent la démocratie a été détruite » (p. 106).

L'ennemi pour le « sujet » tourainien, ce n'est donc plus le Capital qui exploite l'humain, c'est dorénavant, depuis que la troisième voie se veut *la* solution, ceux et celles qui luttent contre ce système d'exploitation avec un idéal s'opposant radicalement à cette forme de domination. « Définir une situation et une action comme révolutionnaires ne peut conduire qu'à la création d'un pouvoir autoritaire », affirme-t-il (p. 99). En plus de tenir d'un réalisme qui n'est même pas utopique, cette position illustre, on ne peut mieux, le terrorisme intellectuel auquel se livrent les intellectuels organiques de la troisième voie. Tout

ce qui n'est pas ma position est forcément totalitaire (lire fasciste et stalinien) ! Voilà ce qui relève et facilite le débat !

Par ailleurs, le sujet, comme acteur social, est de plus en plus conçu par Touraine - au fil de sa production intellectuelle et de son implication dans la gouvernance - comme une individualité triomphante. « *Le sujet est la volonté d'un individu d'agir et d'être reconnu comme acteur* » * (1992, p. 267). Il renchérit quelques années plus tard en ajoutant : « Le rapport de *l'individu* à lui-même, par lequel se constitue le sujet, *est plus fondamental que les rapports des individus entre eux* [!!!] [...] ». (1994, p. 206) Puis, dans son dernier ouvrage de cette période, il précise encore : « Le sujet n'a pas d'autre contenu que la production de lui-même. » (1997, p. 32) Ce qui est tout à fait vrai sur le plan du progrès civilisationnel, de l'évolution du mouvement socio-historique et de la démocratie, mais qui devient tout à fait faux quand on ajoute : « *Il ne sert aucune cause, aucune valeur, aucune autre loi* [...] », même si, du même souffle, on situe cette pratique « [...] dans un univers en mouvement, sans ordre et sans équilibre » (1997, p. 32). Touraine a tort d'oublier que ce mouvement, ce désordre, ce déséquilibre..., c'est l'ordre de la marchandise et du capitalisme.

Il n'est donc pas étonnant que Touraine annonce « la fin de l'homme social » (1997, pp. 253-259) et qu'il fasse de la question de la démocratie une affaire de personnalité démocratique, la première reposant, non pas sur le principe de l'égalité, mais sur la personnalité des individus. « [...] *c'est à celui-ci [le type de personnalité démocratique] que nous demandons de rendre possibles et solides des institutions démocratiques* [!!!]. » (1994, p. 211) La démocratie devient ainsi non plus une affaire de valeurs collectives, mais une question d'attitude personnelle, voire de dons individuels. On semble donc totalement oublier la dimension collective et sociale de l'être, y compris de l'être individuel, qui pourtant n'a d'individuel, au-delà de l'illusion à laquelle l'invite fortement l'idéologie néo-libérale, que ce que le social permet compte tenu des conditions d'existence possibles, dont le caractère de « possibilité » est un enjeu de la lutte idéologique et politique.

* L'italique appartient à Touraine.

Giddens insiste aussi, quoique de façon moins accentuée que Touraine, sur l'individu et l'individualité. On retrouvera donc une série d'expressions qui vont dans ce sens : « The construction of the self as a reflexive project », « selfactualisation », « the mutuality of self-disclosure », « a concern for self-fulfilment », « politics of selfactualisation » (Giddens, 1990, pp. 124 et 156-157). Ces expressions s'inscrivent dans le cadre de l'idéologie du « self », de l'« auto » (santé, éducation, jouissance, etc.), et tendent à créer l'illusion que l'autoproduction du sujet définissant la démocratie peut être une autoproduction individuelle plutôt qu'une autoproduction collective qui, elle, exige de passer par la dimension politique de la pratique sociale.

Cependant, Giddens attribue aussi un rôle important aux mouvements sociaux. Évoquant le mouvement ouvrier, il souligne sa diversité et sa prolifération (1990, pp. 158 à 161 ; 1994, pp. 120-121). Toutefois, même s'il les considère comme fondamentaux dans la définition du contexte actuel parce qu'ils préfigurent déjà les pratiques sociales futures de l'ère postmoderne, il restreint leur capacité d'entraîner le changement, alléguant que d'autres acteurs seront également nécessaires.

Social movements provide glimpses of possible futures and are in some part vehicles for their realisation [ici, il cite Alberto Melucci ¹⁵]. But it is essential to recognise that, from the perspective of utopian realism, they are not the necessary or the only basis of changes with might lead us towards a safer and more human world. [...] Other influences, however, including the force of public opinion, the policies of business corporations and national governments, and the activities of international organisations, are fundamental to the achieving of basic reforms. The outlook of utopian realism recognises the inevitability of power and does not see its use as inherently noxious. (1990, pp. 161-162)

Voilà qui ressemble fort à l'acceptation des « règles du jeu » chez Touraine et qui nous permet de comprendre pourquoi le capitalisme n'est pas « l'ennemi principal » pour la troisième voie. Cet énoncé est également fort éclairant au sujet de cette philosophie politique, dite de l'« utopisme réaliste », que Giddens définit comme l'équilibration des « [...] utopian ideals with realism in much more stringent fashion than

¹⁵ *Nomads of the Present*, Oxford, Pergamon, 1989.

was needed in Marx's days » (1990, p. 155). Aussi, il n'est pas étonnant que, comme Touraine, il rejette le concept de lutte de classes, prétendant que pour Marx l'histoire

[...] has an overall direction and converges upon a revolutionary agent, the proletariat, which is a « universal class ». [...] the proletariat, in making the revolution, acts in the name of the whole of humanity. But history, [...], has no teleology, and *there are no privileged agents in the process of transformation geared to the realization of values.* (1990, pp. 154-155)

Rejetant ce qu'il nomme le « providentialisme » - qui chez lui n'a rien à voir avec l'État-providence ou, plus correctement comme le souligne Riccardo Petrella ¹⁶, l'État du bien-être - il ajoutera :

[...] we have to discard the idea that there are agents sent to fulfil history's purposes, including the metaphysical notion that history is « made » by the dispossessed. [...] There is no single agent, group or movement that, as Marx's proletariat was supposed to do, can carry the hopes of humanity [...]. (1994, p. 21)

Cette position, comme celle de Touraine consistant à considérer Marx d'emblée comme un historiciste (1990, p. 22, 106 à 117), ce qui relève d'une lecture réductrice de l'œuvre de Marx et d'autres auteurs, est une mise en garde péremptoire cherchant à fonder la position politique de la troisième voie contre la « gauche ». Dorénavant, qu'on se le dise, il n'y a plus de sujet historique, d'acteur qui fait l'histoire, autre que celui du compromis et qui accepte les règles du jeu.

La défense des intérêts des dépossédés et des exploités et les revendications des mouvements sociaux reposent alors sur ce qu'il nomme la démocratisation de la démocratie, c'est-à-dire la pratique de la démocratie dialogique dans le cadre de la démocratie libérale : « [...] dialogic democracy encourages the *democratization of democracy* * within the sphere of the liberal democratic polity ». (1994, p. 113) Il précise qu'en ce qui concerne les dépossédés cela devrait conduire à *un pacte avec les possédants* [!] : « All this is said from the

¹⁶ « La dépossession de l'État. But inavoué de la "troisième voie" sociale-libérale », *Le Monde diplomatique*, no 545, 46e année, août 1999, p. 3.

* L'italique est de Giddens.

point of view of utopian realism. But just how realistic is it ? What would be the social means of forging lifestyle pacts, particularly one between the affluent and the poor ? » (p. 196)

Cette démocratie dialogique est, elle aussi, caractérisée par l'« utopisme réaliste » qui reprend des principes, des valeurs de gauche, mais en encadre la réalisation par l'obligation de souscrire au raisonnable, voire de mettre ces valeurs en veilleuse jusqu'à un demain toujours repoussé d'un compromis à l'autre. Ainsi, en ce qui concerne la tendance vers l'économie de la post-rareté, soulignera-t-il la limite de la réalisation du principe, parce qu'il y aura toujours des « "positional" goods ». (1994, p. 101) Dans le même esprit, les tentatives pour contrer l'inégalité ont également leurs limites, entre autres écologiques (1994, p. 102 et 247).

[...] an attitude of utopian realism ** ; it has utopian features, yet is not unrealistic because it corresponds to observable trends.

The Marxist idea of a post-scarcity society was a vision of an era of universal abundance, in which scarcity would effectively disappear. In this guise it is indeed purely utopian and offers no purchase at all on a global situation where the conservation of resources, rather than their unlimited development, is what is called for. (1994, p. 101)

Si on comprend bien Giddens, l'utopie d'une société d'abondance, d'absence d'inégalité, est réaliste quand on renonce à la réaliser. C'est lorsqu'on cherche à traduire réellement le principe que ça devient « purement utopique ». Et il fera ce genre d'exercice pour chaque dimension qui selon lui structure la modernité (1994, p. 78 à 103 et 134 à 150). De telle sorte que la politique radicale qu'il propose est essentiellement défensive (1994, p. 246) et constitue une radicalisation de l'obligation du compromis, d'une participation sur le mode de la dépendance dans un cadre déjà en place, celui des « démocraties libérales », telles qu'elles « s'accommodent », c'est peu dire, de la mondialisation capitaliste et du goulag de la marchandise que celle-ci promet. Il semble que l'ami Giddens oublie que le capitalisme se radicalise, comme l'indiquent son intransigeance et son comportement impérial, entre autres dans les négociations récentes de l'Accord multilatéral sur

** L'italique est de Giddens.

l'investissement (AMI) et actuelles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Mais ce n'est pas cela qui importe, car, pour lui, les « conséquences » de la modernité et de la capacité d'action des mouvements sociaux sont telles que les enjeux qu'ils posent ne peuvent pas être ignorés. « The destructive aspects of untrammelled economic growth *have become so pervasive and obvious that no state, or even industrial corporation, can ignore them.* » (1994, p. 248). La position de Giddens serait donc empreinte d'une certaine naïveté face au pouvoir des entreprises privées et du capitalisme en général. À moins que ce ne soit la hantise de l'antagonisme de classe qui le conduise à sous-estimer la puissance et la volonté du Capital tout en surestimant, comme Touraine, la force des mouvements sociaux. Dans un cas comme dans l'autre, cela les amène à ne pas voir ce qu'il y a de « commun » dans les luttes de chaque mouvement social et dans les conditions d'existence des différents citoyens de la Terre, la soumission à la forme marchande, la déshumanisation sous la férule de la domination capitaliste et l'universalité de la nécessité d'une opposition antagonique pour y mettre fin, ou même la faire reculer.

La domination totalitaire du capital

[Retour à la table des matières](#)

Au contraire de ce qu'affirment Touraine et Giddens, il y a bien une transition majeure, qui s'avère par plusieurs dimensions beaucoup plus importante que ne le laisse entendre la littérature sociologique récente. Une transition non entre la modernité et la post-modernité ou une ère post-moderne, non entre le capitalisme industrialo-marchand et le post-industrialisme, voire un post-capitalisme de la troisième voie, mais entre la forme socio-historique concrétisée par le couple modernité-capitalisme et une autre forme socio-historique, que nous avons nommée l'ère de la conscientivité.

L'actualisation de celle-ci dépend toutefois de la prise de conscience par le sujet des possibilités d'action sociale accumulées jus-

qu'ici dans le mouvement socio-historique et, particulièrement, dans la dernière phase d'expansion du capitalisme (1940 à l'actuelle transition). Elle dépend aussi de la volonté du sujet de faire l'acte fondateur nécessaire à la concrétisation progressiste et démocratique de cette nouvelle forme socio-historique des rapports sociaux. Cependant, dialectiquement, la probabilité de ce passage est remise en question du fait de la possibilité d'une reproduction élargie du capitalisme. En effet, ce dernier cherche à approfondir sa domination. Il tente de fait d'exacerber ses caractéristiques structurales et à nier totalement la réalité et la légitimité du sujet, lequel pourtant demeure l'objet et le sujet de l'histoire faite et à faire.

Le Capital tend actuellement à s'abstraire entièrement de tout rapport avec le sujet quel qu'il soit, à dissoudre la subjectivité en tant que synthèse de l'individu et de la société, à travers sa mondialisation et ses tentatives de se débarrasser de toute contrainte autre que celle de s'accroître aussi rapidement que possible. Il tend donc à se concentrer dans sa forme abstraite, la monnaie, dans sa forme financière, et à se faire potentiel universel d'acquisition et d'investissement, d'où ses exigences dans la ronde de négociations de l'OMC, dite du « Millénaire », où les entreprises transnationales jouent le rôle-clé, contrairement à ce que pensent les amis Touraine et Giddens.

Par ailleurs, la vague des mégafusions, des mégaalliances et des ententes de coopération entre entreprises « déjà » multinationales et déjà de taille mondiale est un indicateur fort de la transformation radicale non seulement des modalités de concurrence, mais aussi de la forme du pouvoir économique, de sa concentration et de sa centralisation. À l'évidence, cette nouvelle concentration du capital change les rapports de pouvoir non seulement dans les espaces nationaux, mais aussi à l'échelle du globe, contrairement encore à ce que croient Giddens et Touraine.

Finalement, le capitalisme connaît une transformation majeure, d'abord avec l'enclenchement d'une autre phase longue d'expansion qui se développe sur la base des nouvelles technologies d'information-communication (NTIC). S'ouvre également pour le capital la possibilité de passer d'une mégaphase de son développement réalisée sur la base de la production-consommation des produits matériels, qui a

marqué les premiers deux cents ans de son développement, à une autre mégaphase fondée sur la production-consommation de produits non matériels ¹⁷. Cela pourrait bien vouloir dire pour lui l'ouverture d'un champ gigantesque de possibilités sur une durée très longue, comme le laissait entendre récemment Susan George ¹⁸, présidente de l'Observatoire de la mondialisation, en soulignant que l'OMC est l'instrument idéal pour imposer les règles des entreprises transnationales à toutes les activités humaines qu'on définit désormais comme objets de « commerce ». Or, cela implique à peu près tout : l'agriculture, les services (l'éducation, la santé, etc.), l'environnement, la propriété intellectuelle, les brevets relevant de la biotechnologie, de la génétique, etc. Cet appétit gargantuesque et sans limite du Capital montre qu'il n'y a pas de limites naturelles à son expansion et à ses intrusions. Au lieu de se restreindre ou de décliner, contrairement à ce qu'affirment les deux papes de la régulation feutrée de la troisième voie, ce pouvoir semble désormais sans limite, sans entrave politique et, bien sûr, sans éthique. Or, la résistance à l'AMI l'a montré, la seule force qui puisse l'affronter, c'est le sujet, mais un sujet conscient de la nécessité de se constituer comme acteur historique.

Un nouvel acteur : le sujet global

[Retour à la table des matières](#)

Dans la mesure où le Capital tend à tout dominer, il exclut complètement de l'exercice du pouvoir politique toute considération autre que sa propre mise en valeur généralisée et son accumulation. Ce faisant, il tend à exclure totalement le sujet et, du coup, paradoxalement, comme l'envers d'une pièce de monnaie, il construit objectivement la position commune de tous les sujets devant cette domination. S'es-

¹⁷ J.-G. Lacroix, op. cit., p. 22, 79 et 147 ; J. Mascotto, « De la souveraineté de l'État à l'*a priori* des organisations : généalogie de l'AMI ou nécrologie du capitalisme politique », dans M. Freitag (dir.), *Le Monde enchaîné : perspectives critiques sur la mondialisation*, Québec, Éditions Nota bene, 1999, pp. 177-230.

¹⁸ « Le commerce avant les libertés. Sommet de l'OMC à Seattle », *Le Monde diplomatique*, no 548, 46e année, novembre 1999, p. 1 et 16-17.

quisse ainsi, inexorablement autant que potentiellement, un nouveau sujet historique, le *sujet* global de la Terre.

Désormais le sujet, c'est l'ensemble des sujets particuliers, collectifs et personnels, de la planète. Cela inclut donc les sujets personnels et collectifs de toutes les sociétés. C'est ce qui donne aujourd'hui à ce sujet son caractère d'opposition radicale au Capital, succédant ainsi, comme sujet historique et acteur incontournable du devenir socio-historique, à la classe ouvrière, au prolétariat. C'est cette réalité commune qui fonde objectivement la classe des êtres humains vivants et sa réalité antagonique face au Capital, renouvelant ainsi, quoique dans des termes transformés, l'antagonisme ayant lié, depuis la naissance de la modernité capitaliste, le sujet au Capital. La différence majeure caractérisant maintenant le sujet, c'est le caractère exacerbé de la contradiction. Tant le sujet que le Capital s'affrontent dorénavant dans une logique de mutuelle exclusion, de rejet, qui met en jeu leur existence. On comprend ainsi beaucoup mieux la fonction idéologique de l'amalgame gauche-droite dans la rhétorique et la position politique de la troisième voie. Il s'agit de masquer l'état paroxystique (la mutuelle exclusion) de la contradiction fondatrice de la modernité capitaliste. Il s'agit aussi *d'imposer le compromis et l'oubli des idéaux* comme le mode « naturel » des rapports politiques démocratiques, ce qui travestit l'histoire réelle de l'évolution vers la démocratie. Il s'agit, finalement, d'aliéner la conscience du sujet concernant son état, sa potentialité de sujet historique et, surtout, son espoir légitime d'orienter consciemment et normativement le devenir de la société.

Une alternative à la pensée molle : la critique radicale

[Retour à la table des matières](#)

La pensée politique de Touraine et Giddens n'est pas molle parce qu'elle est molle, tout au contraire ! En effet, tout au long de cette courte lecture critique de leur parcours intellectuel, durant la période la plus récente, nous avons plutôt souligné son côté totalitaire, dictatorial qui sermonne sur : la nature de la cause principale de la situation ;

l'impossibilité d'un sujet historique autre que celui du compromis ; la « naturalité » de la philosophie de l'utopisme réaliste ; l'impossibilité de traduire les idéaux autrement que par le « totalitarisme » ; la pérennité, si ce n'est l'éternisation, de la forme libérale de la démocratie ; l'amalgame gauche-droite fondant « l'au-delà » de la troisième voie, etc.

De fait, il s'agit d'une pensée « radicale » de *l'obligation radicale du compromis*, de la remise à un quelconque lendemain des principes éthiques devant orienter l'action du sujet et de l'oubli de sa situation réelle d'assujettissement et des conditions de réalisation de ses espérances. Il s'agit d'un plaidoyer fixant le rapport social dans le présent. On cherche à restreindre la portée du changement dans les mécanismes de la régulation sociale, malgré les nombreux appels au changement qui le fleurissent. Il s'agit d'un plaidoyer créant l'illusion de la capacité réelle de « négocier » avec le vrai patron, le capitalisme mondial.

Ce qui fait de cette pensée musclée une pensée molle, c'est justement sa dimension « plaidoyer pour la pensée molle chez le sujet », chez les humains. Ce qui rend molle cette pensée, c'est son contenu d'illusions masquant aux humains que l'objet de l'histoire c'est eux et que cet objet est un sujet, eux.

La pensée de Touraine et de Giddens s'avère une pensée molle parce qu'elle est aussi une idéologie d'une paix soporifique et inconsciente. C'est une idéologie de l'horizon immédiat masquant le devenir possible et nécessaire, une idéologie du réalisme « pérennisant » l'actuel pouvoir en en sous-estimant la force tout en surestimant celle d'une opposition qu'elle ne voit que comme désunie. C'est une idéologie de la non-espérance de réaliser les idéaux. C'est une idéologie qui cherche à délégitimer l'idée même de progrès social et l'espérance en un tel progrès. *C'est une idéologie de l'insignifiance du sujet qui paradoxalement centre toute l'action sociale sur lui et sa dite « personnalité démocratique »*. À la limite, c'est donc une idéologie de la culpabilisation du sujet, car si la situation ne s'améliore pas, c'est que ce sont les personnes-sujets qui ne s'impliquent pas dans le compromis. De fait, c'est l'aliénation la plus à jour du sujet. C'est le parti-pris

pour un sujet mou. Dans cette pensée, mollesse et aliénation se marient pour réaliser la « molliénation » * du sujet.

Face à cette molliénation - élément indispensable d'une régulation socio-politique dominée par l'idéologie de la troisième voie, qui se fait en douceur mais dans le gant d'airain de la désertification des alternatives politiques que pratique celle-ci - reste la possibilité-nécessité d'une pensée vraiment radicale. Mais que veut dire aujourd'hui une pensée politique vraiment radicale ? À notre avis, cela veut dire une pensée saisissant sans peur, sans illusion, sans mythification, la situation réelle du sujet et, de ce fait, le contenu de l'action que le sujet doit accomplir pour instituer un devenir social progressiste. Cela veut d'abord dire prendre conscience de la radicalité de sa situation d'opposition au pouvoir capitaliste et de l'antagonisme sous-jacent à sa position dans le rapport social qui le lie, encore, au Capital. Cela signifie ensuite oeuvrer à sa propre constitution en tant que sujet historique réel, c'est-à-dire capable de marquer le mouvement socio-historique, en organisant son autoproductioin et le passage de son état potentiel à un état réel, par l'enclenchement d'une solidarité capable de le constituer tout en faisant pièce à l'hyper-forme que prend actuellement la dominance du Capital. À la mondialisation capitaliste, le sujet ne peut répondre que par sa propre mondialisation, que par une fraternité et une égalité généralisées et internationales en regard des biens communs faisant la communauté des Terriens. Cela nécessite toutefois l'élaboration d'une pensée radicale capable d'affronter et d'invalidier la pensée « molliénante » qui confine le sujet au non-changement et à la non-contestation de sa situation de dominé.

Il serait en effet déraisonnable pour le sujet de succomber à un discours qui, en plus d'avoir du mal à dissimuler ses présupposés ¹⁹, est

* Amalgame des mots mol/le et a/liénation.

¹⁹ Il n'y a pas que la Grande-Bretagne et la France qui connaissent l'efficacité de la troisième voie et les injonctions de ses intellectuels organiques. L'Allemagne en vit actuellement les paramètres avec la social-démocratie de Schröder, l'Espagne l'a vécu avec le socialisme flexible de Felipe González. Ici au Québec, le modèle québécois sévit. On l'a installé sur le trône de la solution unique. Ici aussi les diktats des intellectuels organiques, péquistes cette fois, frappent et désertifient le champ des choix. Là aussi, on peut voir poindre le commun des situations diversifiées du sujet et la longueur de la marche qui

fort contestable sur le plan historique et suggère quelques remarques conclusives. Ainsi, on allègue qu'il y a divorce entre la lutte de classes et la démocratie, comme si cette dernière n'était pas l'expression de la première. On pratique à satiété la rhétorique de l'« incontournable » en tant que levier pour imposer aux « individus ordinaires » le pré-décidé dans les cénacles d'un pouvoir de plus en plus privé qu'on présente comme éclairé et soucieux du bien de tous, comme si l'histoire sociale n'était pas le produit des actes fondateurs des collectivités ayant enjambé l'obstacle de l'incontournable. On maintient le concept de « modernité » tout en en proclamant « la modification radicale », comme si cette réalité vieille de plus de deux cents ans pouvait être à l'abri de toute rupture. On amalgame gauche et conservatisme, comme si toute « transformation » était jugée d'emblée positive, à condition de servir le Capital, et comme si la permanence du monde et la conscience d'un héritage à préserver ne faisaient pas partie du concept de changement, fût-il révolutionnaire. On affirme que l'« acteur stratégique » domine nécessairement l'« acteur social », comme si la rationalité du dernier n'était pas, tel que l'histoire en atteste, la base à partir de laquelle les décisions du premier s'élaborent. On fait de la gauche et du socialisme « l'ennemi principal » et du « compromis » la forme « naturelle », nécessaire, du rapport social, comme si ce n'était pas de la gauche que sont issues les transformations ayant amélioré les conditions d'existence des peuples et comme si cela n'avait pas été, chaque fois, réalisé à travers des luttes qui relèvent bien davantage de l'antagonisme que du compromis.

Fin du texte

l'attend pour se constituer en sujet global partout où il se trouve et vit au quotidien. Cette marche pourrait toutefois être moins longue si nous décidions de mettre fin à l'hégémonie de la langue de bois des idéologues organiques de la troisième voie.